

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/15

4 août 1997

(97-3287)

Comité du commerce des services financiers

RAPPORT DE LA REUNION DU 17 JUILLET 1997

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu sa quinzième réunion sous la présidence de M. Yoshio Okubo (Japon). L'ordre du jour de la réunion figurait dans le document WTO/AIR/628 du 27 juin 1997 et consistait en cinq points: faits récents touchant le commerce des services financiers; échange de vues sur l'état d'avancement des négociations bilatérales; questions techniques relatives aux listes d'engagements spécifiques et aux listes d'exemptions de l'article II concernant les services financiers; organisation des travaux futurs; et autres questions.

Point A: Faits récents touchant le commerce des services financiers

2. Plusieurs Membres ont signalé les faits récents qui avaient marqué la réforme de leur système financier.¹ Le Japon a fait le point sur la réforme entreprise dans ce secteur. Au début de juin, quatre conseils gouvernementaux avaient publié des rapports, dans lesquels étaient proposés des changements radicaux des lois et réglementations financières, notamment la libéralisation du système de commissions sur le courtage des valeurs mobilières; l'abolition de l'obligation, pour les maisons de titres, de détenir une licence, ce système devant être remplacé par un système d'enregistrement; l'assouplissement du système réglementaire autorisant les établissements financiers à offrir toutes sortes de titres et de produits dérivés, y compris des titres garantis par des créances; l'abaissement des barrières entre les secteurs de la banque, des valeurs mobilières et de l'assurance; et enfin, l'introduction de holdings financiers. Certes, ces changements concernaient la réglementation intérieure et n'avaient pas nécessairement de rapport avec les négociations en cours sur les services financiers, mais tous les établissements financiers étrangers profiteraient également des bienfaits de la réforme.

3. La Corée a rendu compte de la mise en oeuvre de son plan global de réforme financière. Les taux d'intérêt étaient presque entièrement libéralisés sauf dans le cas des dépôts à vue. On mettait également la touche finale à des plans visant à réformer le système central de surveillance bancaire et financière. Le gouvernement coréen prévoyait en outre d'abaisser les barrières entre les secteurs de la banque, des valeurs mobilières et de l'assurance. Cette année, les critères fixés pour l'établissement des compagnies d'assurance et des maisons de titres, qui reposaient sur les besoins économiques, avaient été remplacés par des critères objectifs, ce qui facilitait l'accès au marché. Le projet gouvernemental pouvait encore être modifié jusqu'à un certain point au cours du processus législatif, mais déboucherait de toute façon sur un régime financier plus libéral.

4. Le Brésil a fait état des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du programme de privatisation des banques qui appartenaient antérieurement aux Etats. Le processus avait avancé considérablement grâce à l'instauration d'un système d'adjudication transparent. Des décrets présidentiels avaient été pris qui autorisaient la participation étrangère à la vente de deux banques d'Etat. Le processus de restructuration et d'assainissement financier des établissements financiers se poursuivait avec l'arrivée

¹Les offres initiales présentées par des délégations au titre de ce point sont décrites sous le point B ci-après.

de plusieurs établissements étrangers qui ouvraient des succursales ou des filiales ou prenaient une participation au capital d'autres institutions. Dans le secteur de l'assurance, les négociations relatives à l'entrée de nouvelles compagnies sur le marché se poursuivaient. Une réglementation plus poussée était nécessaire dans le secteur de la réassurance, conformément à la constitution du pays.

5. Israël poursuivait une politique active de libéralisation et de déréglementation des marchés financiers, encourageant la participation et les activités des établissements financiers étrangers. Il procédait à la privatisation des banques appartenant à l'Etat en encourageant la participation étrangère. En 1997, après les filiales, il avait autorisé l'ouverture de la première succursale d'une banque étrangère. Les compagnies d'assurance étrangères étaient également entrées sur le marché de l'assurance générale et il était envisagé d'autoriser la vente directe de polices d'assurance sur la vie, ce qui avantagerait les sociétés étrangères. L'Etat avait aussi réduit ses interventions sur le marché des capitaux, effectuant une réforme globale du marché des obligations d'Etat et assouplissant les conditions qui régissaient l'achat de titres et la levée de capitaux dans les bourses de valeurs étrangères. Il avait de plus été décidé d'assouplir le contrôle des changes. Le 18 juin 1997, un ensemble de mesures concernant le marché des capitaux avait été annoncé, dont l'assouplissement des plafonds applicables aux investissements en titres étrangers des fonds de prévoyance, des sociétés commerciales et des fonds communs de placement. Les investisseurs institutionnels seraient autorisés à négocier des titres étrangers directement avec des courtiers étrangers.

6. Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles avaient distribué une note informelle du Royaume-Uni expliquant les changements apportés récemment au système de surveillance. La Thaïlande a fait savoir que le 2 juillet 1997, elle avait annoncé l'adoption d'un système de flottement ordonné du baht. Jusqu'ici, le marché boursier avait réagi favorablement à ce nouvel environnement. Malgré les faits récents, la délégation thaïlandaise s'attendait à ce que les avantages de la libéralisation soient de beaucoup supérieurs aux coûts. Il fallait cependant reconnaître que la Thaïlande, à l'instar d'autres pays en développement, avait besoin de temps pour s'adapter. Il pressait de plus en plus de renforcer les marchés financiers intérieurs et les mécanismes de réglementation. L'adoption du nouveau régime des changes risquait de provoquer un certain ralentissement de l'activité économique, mais le gouvernement thaïlandais était convaincu que ce nouveau régime ouvrirait la voie à la croissance et à la stabilité. La Pologne a décrit le processus de privatisation des établissements financiers publics qu'elle avait engagé. La participation des investisseurs étrangers dans le secteur financier progressait rapidement; dans le secteur bancaire, elle dépassait déjà le tiers du capital total.

Point B: Echange de vues sur l'état d'avancement des négociations bilatérales

7. Le Président a indiqué qu'au total, 12 offres avaient été présentées au matin du 17 juillet et qu'une autre était attendue plus tard dans la journée. Il a invité les pays qui avaient présenté une offre à en expliquer le contenu aux participants. Plusieurs intervenants ont exhorté les autres à présenter eux aussi des offres significatives avant la réunion de septembre du Comité. Toutes les offres étaient subordonnées au succès des négociations en cours ou au niveau des engagements pris par les autres Membres.

8. Le Japon a indiqué qu'il avait présenté son offre initiale le 11 juillet et que celle-ci apportait des améliorations substantielles à sa liste existante. En effet, elle tenait pleinement compte des modifications apportées récemment à la Loi sur le contrôle des changes, qui entreraient en vigueur en avril 1998, ainsi que des modifications de la Loi sur les activités des compagnies d'assurance, entrées en vigueur en 1996. Le fait que le Japon avait présenté une telle offre montrait clairement que ce pays était déterminé à assurer le succès des négociations en cours. La République slovaque avait présenté au cours de la journée une offre contenant de nouvelles améliorations concernant l'accès au marché, sur la base des engagements qu'elle avait pris dans le cadre des dernières négociations, en 1995. L'offre initiale tenait compte de la déréglementation engagée dans tous les secteurs économiques, mais étant

donné qu'il fallait évaluer avec soin les conséquences de ce processus, la nouvelle offre représentait une amélioration modeste des engagements existants. La Turquie avait présenté une offre initiale contenant des améliorations concernant la suppression ou l'assouplissement des conditions et des restrictions relatives à l'accès au marché qu'elle avait imposées principalement pour des raisons prudentielles. Elle pourrait de nouveau améliorer son offre une fois que l'Assemblée nationale aurait approuvé les projets de modification des lois existantes.

9. Les Communautés européennes et leurs Etats membres ont déclaré qu'ils avaient présenté le 30 juin leur offre initiale dans laquelle ils avaient supprimé 12 restrictions de leur liste existante et réduit la portée de onze autres. Une liste des améliorations contenues dans l'offre avait été distribuée. Celle-ci proposait le libre accès au marché interne de l'UE dans tous les secteurs des services financiers sur une base NPF, ce qui laissait supposer que les dispositions en matière de réciprocité se trouvant soit dans la législation communautaire soit dans celle des Etats membres ne seraient pas toutes appliquées. Les Etats-Unis ont fait observer qu'ils avaient déposé leur offre plus tôt dans la semaine et qu'ils y mentionnaient leur volonté de garantir, dans le cadre de l'OMC, un traitement national et un accès au marché pour l'essentiel intégral sur une base NPF dans le secteur des services financiers. L'offre renfermait d'importantes améliorations par rapport aux engagements de 1995, notamment la suppression d'une limitation relative à des frais d'examen imposés de façon discriminatoire aux banques étrangères ainsi que d'un certain nombre de prescriptions en matière de citoyenneté et de résidence dans le secteur de l'assurance. L'ouverture de succursales hors des limites d'un Etat serait possible pour les banques étrangères sur la base du traitement national. Tous les avantages des réformes découlant de la réévaluation complète, actuellement en cours, de l'organisation des marchés dans les secteurs de la banque et des valeurs mobilières, notamment de la révision de la Loi Glass-Steagall, seraient étendus aux participants étrangers sur la base du traitement national intégral. Les Etats-Unis ont ajouté qu'il était très avantageux pour eux de s'assurer, avant leur adoption, que les nouvelles réglementations seraient largement acceptées par les intervenants sur le marché - américains ou étrangers. Ils ont suggéré que d'autres pays envisagent sérieusement d'adopter des mesures de consultation préalable analogues pour la réglementation et la surveillance effectives de leur marché des services financiers. Hong Kong, Chine, a dit que les discussions informelles sur la question technique des modes 1 et 2 l'avaient aidé à présenter une offre contenant des améliorations concernant la fourniture transfrontières de services de réassurance et de services auxiliaires de l'assurance, offre accompagnée d'une note introductive indiquant exactement quels étaient ces engagements. Elle a ajouté que la Région administrative spéciale de Hong Kong maintenait son propre système financier, comme par le passé, et continuait de déterminer ses propres politiques financière et économique.

10. La Hongrie a indiqué qu'elle avait libéralisé assez rapidement son secteur des services financiers et qu'en conséquence, plus de la moitié du capital total des banques et des compagnies d'assurance hongroises appartenait à des étrangers. Son offre allait beaucoup plus loin que ses engagements existants puisque plus de 30 limitations avaient été éliminées. Elle était fondée sur le Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers et contenait très peu de limitations concernant l'accès au marché. Elle prévoyait un traitement national pour l'essentiel intégral pour les fournisseurs étrangers dans tous les secteurs et sous-secteurs des services financiers. Dès le 1er janvier 1998, la fourniture de services financiers par des succursales directes serait également autorisée, une loi à cet effet étant en cours d'élaboration. La Hongrie avait l'intention de consolider les effets de cette législation dès qu'elle aurait été adoptée. Elle examinait également la possibilité de supprimer les exemptions NPF existantes. Le Canada a expliqué que son offre initiale, déposée le 14 juillet, montrait qu'il était prêt à consolider son régime libéral actuel sur une base NPF permanente. Il élaborait une loi faisant suite à une décision récente d'autoriser l'ouverture de succursales directes de banques étrangères. Il continuerait d'informer ses partenaires commerciaux des faits nouveaux à cet égard. Bahreïn a annoncé qu'il avait, pour la première fois, présenté une offre initiale globale fondée sur le traitement NPF dans le secteur des services bancaires et autres services financiers. Le secteur des services financiers était très libéral à Bahreïn, qui, avec plus de 180 banques et établissements financiers, était considéré comme

un centre financier international. Cette offre s'ajoutait aux engagements déjà pris dans le domaine de l'assurance, qui demeuraient inchangés. La délégation bahreïnite a invité les Membres intéressés à tenir avec elle des réunions bilatérales où elle répondrait à toutes questions. L'Australie avait mis en oeuvre un certain nombre de réformes de son secteur financier depuis la fin du Cycle d'Uruguay et son gouvernement examinait en ce moment les recommandations de la Commission d'enquête Wallis sur le système financier. Elle avait décidé de tenir compte dans sa nouvelle offre des réformes apportées en trois ans jusqu'à fin 1996, dont un certain nombre de changements majeurs.

11. La Suisse avait présenté dans le courant de la semaine son offre initiale, qui contenait de nouvelles améliorations par rapport à l'accord intérimaire de 1995. Une libéralisation plus poussée était prévue dans les domaines suivants: assurance maladie, appartenance aux bourses des valeurs et aux bourses des instruments à terme, commercialisation et distribution transfrontières de titres de fonds de placement étranger et administration en tant que chef de fil des émissions en francs suisses. Etaient offerts le traitement NPF intégral pour les services et les fournisseurs de services étrangers ainsi qu'un accès au marché et un traitement national pour l'essentiel intégral. La Norvège avait présenté son offre initiale en indiquant clairement les modifications apportées à sa liste actuelle. Son offre tenait compte de sa réglementation en vigueur en matière d'accès au marché et de traitement national pour les fournisseurs de services financiers constitués en sociétés à l'extérieur de l'Espace économique européen (EEE). La réglementation du marché financier norvégien avait été libéralisée depuis les négociations de 1995, en partie à la suite des engagements pris cette même année. Ainsi, les fournisseurs de services financiers constitués en sociétés à l'extérieur de l'EEE étaient autorisés à ouvrir des succursales en Norvège. Les plus récentes modifications, entrées en vigueur en juillet 1996, avaient déjà fait l'objet d'une notification aux Membres. Avaient également été retirées dans l'offre certaines restrictions spécifiques concernant le traitement national qui prenaient la forme de prescriptions en matière de résidence pour les sociétés à responsabilité limitée. L'offre contenait des engagements fondés entièrement sur le traitement NPF.

12. Le Président a ensuite invité les délégations qui n'avaient pas présenté d'offre à indiquer où en étaient leurs travaux. Israël a annoncé qu'il déposerait son offre en septembre. La Pologne a également annoncé qu'elle présenterait son offre d'ici à la prochaine réunion du Comité en septembre et que cette offre contiendrait des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national sensiblement améliorés. L'offre tiendrait compte des changements législatifs et réglementaires survenus après 1995, y compris ceux qui étaient en préparation. Le Parlement devait adopter, dans les semaines à venir, des projets de loi concernant des réformes. L'offre initiale contiendrait aussi des engagements en matière de libéralisation généralement conformes aux obligations de la Pologne au sein de l'OCDE, y compris la possibilité d'ouvrir à partir de début 1999 des succursales directes dans les secteurs de la banque et de l'assurance. Le Venezuela a fait savoir qu'il présentait son offre ce même jour et que cette offre était fondée sur sa liste de 1995, à laquelle de nouvelles améliorations avaient été apportées. Le pays offrait une possibilité d'accès au marché par le biais de l'ouverture de succursales d'établissements financiers étrangers dans le secteur de la réassurance et du courtage en réassurance. La prescription en matière de réciprocité était supprimée pour les marchés des capitaux. Etaient inclus de nouveaux engagements en matière d'accès au marché et de traitement national pour les services de règlement et de compensation relatifs aux valeurs mobilières et aux titres de fonds de placement. La Roumanie n'avait pas pu présenter d'offre le jour de la réunion du Comité mais espérait pouvoir le faire à la prochaine réunion en septembre. Son Parlement était saisi d'un grand nombre de projets de lois et de règlements et l'offre roumaine tiendrait compte de toutes les nouvelles lois et réglementations qui auraient été adoptées ici à sa présentation. Pour l'instant, la Roumanie était déterminée à maintenir ses engagements existants dans le domaine des services bancaires et autres services financiers. Elle a indiqué, par ailleurs, qu'elle participait à des réunions bilatérales au cours desquelles toutes les demandes étaient examinées. La République tchèque était disposée à consolider les améliorations apportées aux engagements qu'elle avait pris en 1995 en matière de libéralisation. Elle espérait être en mesure de présenter son offre initiale à temps pour la prochaine réunion du Comité. Le Pérou a

fait savoir qu'un comité multisectoriel des services financiers élaborait une offre qu'il espérait pouvoir présenter au cours des semaines à venir.

13. L'Egypte a indiqué qu'elle avait pris des engagements en matière de services financiers car elle pensait que cela serait avantageux à la fois pour son économie et pour celles de ses partenaires commerciaux. Elle étudiait attentivement la manière d'améliorer ses engagements pendant la série de négociations en cours, compte tenu de la dimension développement et de la réaction de ses partenaires commerciaux à l'application des articles IV et X de l'AGCS. Etant donné les récents changements au sein du gouvernement, le pays n'avait pas pu présenter d'offre pour le 14 juillet, mais il pourrait peut-être le faire pour la prochaine réunion en septembre. Prenant la parole au nom des pays de l'ANASE, la Thaïlande a expliqué que les offres de ces derniers avaient été présentées en 1995. Elles étaient toujours valables, mais les délégations des pays de l'ANASE étaient en train d'examiner les demandes reçues d'autres participants aux négociations et certaines d'entre elles, sinon la totalité, pourraient peut-être présenter des offres améliorées après la pause estivale. Les pays de l'ANASE s'étaient engagés à libéraliser leurs échanges commerciaux et poursuivaient le processus d'ouverture de leurs secteurs financiers. Toutefois, il était important de reconnaître qu'ils le faisaient de façon autonome, à un rythme compatible avec la situation économique actuelle et conformément au principe de la libéralisation progressive.

14. Les Philippines ont rappelé les facteurs possibles de succès qu'elles avaient énoncés durant les négociations sur les services financiers deux ans auparavant et qui étaient toujours fort pertinents pour les négociations actuelles. Il s'agissait de la libéralisation progressive, du principe de l'engagement unique et du partage de la responsabilité. Les réformes apportées au marché devaient se traduire progressivement par des engagements compatibles avec la capacité de chaque pays de consolider ces réformes. Dans les réunions bilatérales auxquelles participaient les Philippines, on demandait souvent à celles-ci pourquoi il y avait parfois un écart entre le régime effectif et le niveau des engagements pris dans la liste de 1995. Cet écart résultait d'une stratégie, qui n'était pas l'effet d'une mauvaise volonté de la part des Philippines, mais qui était en fait indispensable à la poursuite des réformes du marché. Il fallait obtenir un ensemble d'avantages équilibré dans le cadre d'un engagement unique et s'efforcer d'aider à améliorer la capacité des pays en développement d'exporter des services financiers. S'agissant du partage de la responsabilité, il appartenait aux Membres qui étaient en mesure de s'assurer une plus grande part des avantages de la libéralisation des services financiers de jouer un rôle prépondérant et de contribuer davantage au succès des négociations. La Nouvelle-Zélande était prête à présenter une offre conditionnelle qui étendrait ses engagements aux services auxiliaires de l'assurance, y compris les services de courtage et d'agence. Elle était également disposée à envisager d'adopter le Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers et préparait à l'intention des autres participants aux négociations des demandes qu'elle leur soumettrait sous peu. La Nouvelle-Zélande attachait une importance fondamentale au principe NPF et au fait que tous les Membres fondent leur approche sur ce principe.

15. Le Brésil a dit qu'aux termes de sa constitution, il fallait que le Congrès approuve la législation réglementant les services financiers. Des discussions à cet égard avaient été engagées au Congrès, mais en étaient encore au stade préliminaire. Il était extrêmement difficile d'offrir quelque engagement que ce soit avant d'avoir une idée plus claire de la réglementation à appliquer dans ce secteur. Par conséquent, le Brésil n'était pas en mesure de s'engager à présenter une offre dans un délai précis. Toutefois, le gouvernement s'était fixé septembre prochain comme objectif et il ferait tout en son pouvoir pour présenter une offre d'ici là. La Corée a précisé qu'elle déposerait, le plus tôt possible avant les négociations de septembre, une offre substantiellement améliorée par rapport à celle de juillet 1995. Son offre initiale tiendrait compte, à quelques exceptions près, de toutes les mesures qui devraient avoir été mises en oeuvre au moment de sa présentation. Il était important de parvenir à un accord équilibré qui tiendrait compte des différences entre les Membres sur le plan du développement des marchés financiers, plus particulièrement dans les domaines des changes et de la mobilité des capitaux.

Il fallait également prendre en considération l'importance que revêtait la stabilité des marchés financiers. Macao préparait également une offre conditionnelle qui serait substantiellement améliorée par rapport à ses engagements de 1994, étant donné qu'il n'avait pas participé aux négociations ayant débouché sur l'accord intérimaire de 1995. Cette offre serait déposée le plus tôt possible avant la réunion de septembre.

16. Le Président a ensuite invité les délégations à présenter leurs vues sur les progrès réalisés dans le cadre des négociations bilatérales. La Suisse avait tenu 22 réunions bilatérales, pendant la semaine, au cours desquelles certains pays avaient indiqué clairement que des améliorations seraient apportées rapidement. Certaines des offres déjà présentées comprenaient des mesures de libéralisation très importantes. Même si ces efforts étaient reconnus, d'autres pays restaient toujours en marge des négociations et adoptaient une attitude temporisatrice. Les investisseurs éventuels surveillaient attentivement les progrès qui s'accomplissaient. Lorsqu'il fallait du temps pour mettre en oeuvre des réformes de façon progressive, des engagements d'application progressive pouvaient être une bonne solution. Des offres révisées devraient être déposées bien avant la prochaine série de négociations à la mi-septembre.

17. Les Communautés européennes estimaient que les discussions qui avaient eu lieu pendant la semaine étaient généralement encourageantes puisque 12 offres (plus une) avaient été présentées, ce qui constituait un bon point de départ. Les offres devraient non seulement accorder un véritable accès aux marchés et un traitement national substantiel, mais aussi garantir qu'aucune mesure constituant un recul de la libéralisation ne serait prise et proposer des mesures ayant au moins déjà été décidées, si elles n'avaient pas encore été mises en oeuvre totalement. Cela pouvait être fait dans le respect intégral des principes et des préoccupations mentionnés antérieurement à propos de la libéralisation progressive et du partage de la responsabilité. Les Communautés européennes convenaient qu'il était nécessaire de prendre en compte la stabilité financière. Elles insistaient sur le fait que les négociations en cours ne concernaient pas la libéralisation des mouvements de capitaux ou le contrôle des changes; Ces négociations devaient plutôt être centrées fondamentalement sur la fourniture des services financiers par le biais de l'établissement et sur la fourniture transfrontières d'un certain nombre de services qui ne seraient pas nécessairement ceux qui risquaient de déstabiliser les marchés financiers. La présence étrangère sur le marché de pays qui éprouvaient des difficultés financières pouvait aider ceux-ci à créer un environnement incitant les investisseurs à apporter des capitaux frais pouvant contribuer à long terme à leur redressement financier.

18. Les Etats-Unis avaient également tenu avec plus d'une vingtaine de pays des réunions bilatérales au cours desquelles des discussions approfondies avaient eu lieu sur les listes de demandes qu'ils avaient soumises. Il était encourageant de voir qu'un certain nombre de pays avaient pris ces listes au sérieux. Les offres présentées constituaient un important pas en avant. Toutefois, il restait encore à régler au cours de ces négociations certaines questions qui représentaient des obstacles majeurs pour les fournisseurs américains de services financiers sur les marchés étrangers. Les Etats-Unis espéraient que ces questions seraient abordées quand les offres seraient présentées en septembre. Ils continueraient de tenter de parvenir d'ici au 12 décembre à un accord satisfaisant avec leurs partenaires commerciaux. Le Président a indiqué qu'il était essentiel pour le succès des négociations que toutes les offres soient présentées le plus rapidement possible. Pour le moment, le nombre d'offres présentées était toujours limité et le Président a prié instamment les délégations de faire tout en leur pouvoir pour déposer leur offre avant la prochaine réunion du Comité en septembre.

Point C: Questions techniques relatives aux listes d'engagements spécifiques et aux listes d'exemptions de l'article II concernant les services financiers

19. Le Président a rappelé que le Comité avait demandé au Secrétariat d'organiser des consultations informelles sur la question des modes 1 et 2 s'agissant des services financiers et de faire rapport sur

l'issue de ces consultations. Le Secrétariat avait rédigé un rapport sur la question, qu'il avait présenté sous la forme d'une note informelle (job n° 3706 du 3 juillet 1997) distribuée avant la réunion. Le Secrétariat a indiqué que la réunion informelle du 24 juin avait été utile en ce sens qu'elle avait permis aux Membres de préciser leur position. Les délégations avaient reconnu que cette question nécessiterait des éclaircissements, et pas seulement pour les services financiers, mais aucune n'avait estimé qu'elle constituait un problème majeur pour l'établissement de sa propre liste. Les délégations étaient convenues qu'il n'était pas nécessaire et qu'il ne serait probablement pas possible, compte tenu du peu de temps imparti, de tenter de parvenir à une solution multilatérale sur la définition de la distinction entre les deux modes pour les services financiers. Il appartiendrait aux Membres qui jugeraient nécessaire de préciser la portée de leurs engagements dans le cadre des modes 1 et 2 de le faire dans leurs listes. Il avait été estimé que la meilleure façon d'apporter ce genre de précision serait d'insérer des notes introductives. Le Secrétariat avait joint à la note informelle deux exemples de notes introductives possibles, mais il n'était pas question d'en rendre l'utilisation obligatoire de quelque manière que ce soit. Le Secrétariat était prêt, si nécessaire, à apporter son aide pour la rédaction de ces notes introductives. D'après les discussions officieuses, c'était là tout ce qu'il y avait à faire sur cette question aux fins des négociations en cours et le Comité n'aurait pas besoin de revenir sur ce point à l'automne. Des discussions ont cependant eu lieu sur ce qu'il conviendrait de faire l'an prochain, après les négociations, éventuellement au sein du Comité des engagements spécifiques.

20. Le représentant de Hong Kong, Chine, se réjouissait de la discussion informelle utile et productive qui s'était déroulée sur la question des modes 1 et 2. Il estimait que la question de savoir comment inscrire au mieux dans la liste les services fournis par des fournisseurs établis à l'étranger était un problème fondamental et complexe qui devait être abordé ailleurs que dans le cadre des négociations sur les services financiers, vraisemblablement au sein du Comité des engagements spécifiques. Il faudrait s'y attaquer dès 1998 pour que les négociations puissent débuter en 2000. S'agissant de la façon de favoriser la clarté et la transparence dans les listes sur les services financiers, les discussions qui s'étaient déroulées lors de la réunion informelle avaient été utiles. Dans la note introductive figurant dans son offre déposée récemment, Hong Kong, Chine, s'était servi du concept de la sollicitation de la clientèle ou de la commercialisation pour définir la portée de ses engagements au titre du mode 1.

21. Le représentant de la Corée a reconnu qu'à ce stade des négociations, la solution la plus pratique était de demander à chaque Membre de présenter son offre de manière claire, comme cela avait été suggéré. Il a ajouté que l'exemple de note introductive distribué par le Secrétariat, fondé sur le critère correspondant à la question de savoir qui était assujéti aux limitations, fournissait une ébauche de solution à long terme de cette question. Il a donc encouragé tous les Membres à utiliser dans la mesure du possible cette note introductive donnée en guise d'exemple. S'il y avait des services auxquels ce critère ne s'appliquait pas, des discussions pourraient avoir lieu à ce sujet après les négociations en cours au Comité ou au sein d'autres organes compétents.

22. Le représentant du Canada appuyait d'une façon générale, en tant que solution provisoire, l'approche qui consistait à utiliser la note introductive, mais a insisté sur le fait que cela ne constituait qu'une solution à court terme, applicable jusqu'à la fin des négociations en cours. Il a fait observer que s'il y avait effectivement des questions horizontales en cause qui seraient bien du ressort du Comité des engagements spécifiques, il fallait également, à son avis, obtenir le concours d'experts des services financiers dans toute discussion future à cet égard pour s'assurer que la solution éventuelle serait adaptée au secteur des services financiers. Par conséquent, il ne fallait pas empêcher le Comité du commerce des services financiers de jouer un rôle dans ces discussions.

23. Le Président a suggéré que le Comité prenne note des résultats des consultations informelles, à savoir qu'il y avait lieu d'envisager de recourir à des notes introductives pour préciser la distinction entre les modes 1 et 2. Il a également suggéré que le Comité prenne note des exemples informels

de notes introductives rédigés par le Secrétariat, mais a confirmé que l'utilisation de ces exemples n'était en rien obligatoire. Il n'était d'ailleurs pas obligatoire d'utiliser une note introductive, quelle qu'elle soit, dans les offres qui seraient déposées dans le cadre des actuelles négociations. Dans l'intervalle, si des délégations avaient des questions à poser ou rencontraient des problèmes concernant la façon de rédiger leurs propres notes introductives, elles pouvaient toujours en discuter avec le Secrétariat ou, de façon bilatérale, avec d'autres délégations. A plus long terme, c'est-à-dire après l'achèvement des négociations en décembre, le Comité souhaiterait peut-être examiner cette question ainsi que d'autres aspects techniques afin de préparer les négociations futures. Puisque le Comité n'avait pas, à ce stade, à se prononcer sur le programme de travail d'après décembre, le Président a proposé que le Comité prenne également note des suggestions faites à cet égard.

24. Suivant les suggestions du Président, le Comité a pris note des points cités.

Point D: Organisation des travaux futurs

25. Le Président a rappelé que le Comité était convenu, à sa réunion d'avril, d'un calendrier indicatif pour l'achèvement des négociations. Il a suggéré que la prochaine réunion du Comité se tienne à la date prévue dans ce calendrier, à savoir le jeudi 18 septembre. Le Comité en est ainsi convenu.

Point E: Autres questions

26. Israël a remercié le Secrétariat de sa participation et sa contribution actives à un séminaire sur le commerce des services qui s'était tenu dans ce pays en juin 1997.